

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

25<sup>ème</sup> année - N°5112 - Mercredi 29 Avril 2026 - Prix : 200 Fc

NUMÉRIQUE :

## KomoraLink, une nouvelle ère pour l'économie



### ANNONCE IMMOBILIERE

Particulier vend 5 parcelles de terrain immatriculées aux Comores.

Mitsamiouli Iraladjou à 4 min à pied de la plage de Maloudja :  
541m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup>

Mitsamiouli Galawa à 200m du NAYA LODGE, à 2 min à pied de la plage de Galawa beach :  
1.500m<sup>2</sup> - 60€/m<sup>2</sup>

Dzahani la Tsidje dans les hauteurs de Moroni et vue panoramique sur l'océan.  
-> 1.200m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup> / -> 2.492m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup>

Mohéli Nioumachoua en face des Îlots classés au patrimoine mondial et mitoyenne du Laka-Lodge :  
4.000m<sup>2</sup> - 49€/m<sup>2</sup>

Contact whatsapp : +269 333 21 02

**11 Dhul-Qidah 1447**  
Prières aux heures officielles  
Du 26 au 30 Avril 2026

**Lever du soleil:**

**06h 13mn**

**Coucher du soleil:**

**17h 57mn**

Fadjr : 05h 01mn

Dhouhr : 12h 09mn

Ansr : 15h 12mn

Maghrib: 18h 00mn

Incha: 19h 14mn



Le ministère de l'Économie, à travers l'Office comorien de la propriété intellectuelle (OCPI), en partenariat avec l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) et avec l'appui financier du projet APIL, a organisé la semaine dernière un atelier de formation et de sensibilisation sur les indications géographiques.

Réunissant des producteurs de produits de rente, ce séminaire visait à combler le déficit de formation pour certains participants et à renforcer la sensibilisation pour d'autres, en leur offrant l'occasion d'améliorer ou de parfaire leurs connaissances en matière d'indications géographiques. Ce renforcement de capacités permettra de disposer de personnels formés, capables de servir de relais efficaces pour promouvoir les indications géographiques, notamment dans la valorisation des produits du terroir. « Durant deux jours, les participants seront formés sur différents thèmes liés aux indications géographiques, avec des

## ECONOMIE :

# Valorisation des produits de rente comoriens

interventions d'experts de l'OAPI et de spécialistes locaux. À cette occasion, nous vous informons que le premier dossier de demande d'octroi du titre d'indication géographique protégée (IGP) pour nos huiles essentielles d'ylang-ylang a été déposé auprès de l'OAPI. Nous espérons obtenir prochainement ce label tant convoité. Ce sera le résultat de plusieurs années de coopération et d'efforts conjoints entre les ministères, la filière, l'Union européenne, l'AFD et l'AFIDEF, auxquels nous adressons notre gratitude », a déclaré Abdallah Sinane, directeur général de l'OCPI.

Selon lui ce label ne doit pas être considéré comme un simple trophée ou un objet décoratif, mais plutôt comme un véritable levier de développement. « Ce titre doit contribuer à l'émergence des produits du terroir, à l'amélioration des revenus des acteurs de la filière, au développement de l'économie locale,



à la réduction de la pauvreté, à la création d'emplois, au rayonnement de notre agriculture, à la promotion du tourisme local et à la protection de l'environnement », a-t-il ajouté. La filière en tirera un grand bénéfice, tout comme l'État comorien. L'indication géographique constituera un atout majeur pour accéder à des marchés valorisants, notamment dans le cadre de

l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et d'autres espaces économiques. Il a toutefois précisé que le succès de cette démarche repose sur trois facteurs essentiels : une bonne gouvernance collective, un contrôle strict de la qualité et une protection juridique solide.

De son côté, Abdoul Anzize

Saïd Attoumane, coordinateur du projet Apil, a indiqué que cet atelier visait à informer les producteurs sur les bonnes pratiques à adopter. « Le cahier des charges est déjà prêt, après plusieurs années de travail. Aujourd'hui, nous avons obtenu l'accord de l'OAPI. Cet atelier permet donc de sensibiliser les producteurs et de leur montrer comment préparer leurs produits conformément aux normes exigées », a-t-il expliqué. Les participants ont salué l'initiative. « Nous avons appris beaucoup de choses. Avant, nous produisions de l'huile d'ylang-ylang sans maîtriser toutes les techniques. Aujourd'hui, nous sommes capables de produire une huile conforme aux normes, avec une qualité améliorée », a témoigné Abdou Soilihi, producteur d'huile d'ylang-ylang.

Nassuf Ben Amad

## ENVIRONNEMENT

# Le projet RESEA accélère la reconquête des écosystèmes marins

Réuni à Mohéli, le comité de pilotage des projets soutenus par l'UICN (union internationale pour la conservation de la nature) a dressé un bilan encourageant des actions engagées pour la préservation des milieux marins. Entre avancées concrètes et perspectives ambitieuses, le projet RESEA (Régénération des Écosystèmes et des Systèmes Écologiques Aquatiques) s'impose comme un pilier de la résilience écologique et économique de l'archipel.

La réunion du comité de pilotage des projets appuyés par l'UICN s'est tenue le 24 avril dernier au siège de l'AMG (assurance maladie généralisée) à Mwali, rassemblant autorités locales, représentants ministériels et responsables de programmes environnementaux. Objectif : faire le

point sur les réalisations en cours et définir les orientations futures pour renforcer la protection des écosystèmes marins aux Comores. Au cœur des échanges, quatre projets structurants ont été passés en revue, dont le projet RESEA. Ce programme vise à restaurer les paysages marins tout en renforçant leur résilience face aux effets du changement climatique et aux pressions humaines. Il bénéficie de l'appui financier de plusieurs partenaires internationaux, notamment le Canada, l'Islande, la Fondation Coca-Cola, Wilcox et la France.

Autre initiative notable, le projet BBNJ (Biodiversity Beyond National Jurisdiction), soutenu par la Fondation Mondero, se concentre sur la préservation de la biodiversité en haute mer et la promotion d'une gouvernance durable des espaces marins au-delà des juridictions nationales. Sur le terrain, les

résultats sont jugés encourageants. Le projet RESEA affiche un taux d'exécution dépassant les 60%, tandis que le projet BBNJ atteint près de 80% de réalisation pour la période 2024-2026. Ces avancées traduisent une dynamique positive dans la mise en œuvre des actions de conservation. Parmi les leviers majeurs de cette réussite figure la mise en place des aires marines gérées localement (LMMA), qui placent les communautés au cœur des stratégies de préservation. Couplées à des solutions fondées sur la nature, ces initiatives contribuent à transformer la perception de l'océan : d'un espace vulnérable face à l'érosion, il devient progressivement un moteur de résilience et une source d'opportunités économiques durables.

S'exprimant lors de la rencontre, le directeur régional de l'environnement et des forêts à Mohéli,



Mouktafi Said Ramadane, a salué ces avancées. Il a souligné le rôle déterminant des projets RESEA et BBNJ dans la protection du patrimoine marin, insistant notamment sur l'importance de l'implication communautaire. Il a par ailleurs appelé à renforcer les efforts de sensibilisation et la coordination entre les acteurs afin d'assurer la durabilité

des actions engagées et d'amplifier leurs retombées positives, tant à Mohéli que dans l'ensemble de l'archipel. Avec ces initiatives, Mwali confirme son engagement en faveur d'une gestion durable de ses ressources marines, plaçant la conservation au cœur de son développement.

Riwad

À l'école nationale de pêche de Mirontsy, une session de formation en Sécurité de base de sept jours attire cette semaine près de 100 jeunes venus apprendre les fondamentaux du métier de marin. Plus qu'un simple stage, cette formation conforme aux exigences du STCW 95 Convention internationale sur les normes de formation, de délivrance des brevets et de veille des gens de mer, représente la véritable porte d'entrée vers les professions maritimes modernes.

Encadrée par le Capitaine Azihar et le Capitaine Abdoulatuf, tous deux issus de l'agence nationale des affaires maritimes (ANAM), cette session rappelle que la mer n'accepte ni improvisation ni négligence. Les participants ont découvert les piliers essentiels de la sécurité maritime : respect strict des procédures, vigi-

## SÉCURITÉ EN MER :

# Près de 100 jeunes formés à Mirontsy

lance permanente, prévention des incendies, survie en mer, premiers secours et gestion des situations d'urgence. Le STCW 95 n'est pas qu'un certificat. C'est un passeport professionnel reconnu à l'international, garantissant que tout marin embarqué possède les compétences minimales pour protéger sa vie,

celle de l'équipage, du navire et de l'environnement marin. À l'heure où les exigences du transport maritime se renforcent, cette qualification devient indispensable pour travailler à bord d'un cargo, d'un remorqueur, d'un navire de pêche ou d'un bateau à passagers.

Fait marquant de cette session :



la présence de quatre femmes parmi les stagiaires. Un symbole fort dans un secteur encore largement masculin. Parmi elles, Hadiya Issouf, future bachelière, voit déjà loin. Elle ambitionne de poursuivre des études supérieures dans le domaine maritime et considère cette formation comme une première marche décisive vers sa carrière. Autre profil inspirant, M. Amina, sage-femme à l'hôpital de Hombo. Elle suit cette formation dans une logique de reconversion intellectuelle. Son objectif : mettre ses compétences médicales au service du monde maritime, à bord d'un navire où les besoins sanitaires sont réels.

Dans les salles de cours, anciens navigateurs, agents administratifs et

jeunes débutants se côtoient. Tous partagent la même conviction : « les métiers de la mer exigent discipline, rigueur et préparation », selon l'instructeur et personne clé de Croissant Rouge. Pour les formateurs, cette formation ne bénéficie pas uniquement aux marins professionnels. Si elle reste obligatoire pour embarquer légalement, elle constitue aussi un atout pour tout citoyen souhaitant développer des compétences en sécurité, en secourisme et en gestion des risques. À Mirontsy, le message est clair : la mer s'ouvre à tous, et désormais aussi aux femmes.

Younes

## NUMÉRIQUE :

# KomoraLink, une nouvelle ère pour l'économie comorienne

*Le pays franchit une étape cruciale dans la transformation numérique avec le lancement officiel de KomoraLink le 24 avril dernier, une infrastructure économique digitale conçue pour structurer, sécuriser et moderniser les échanges commerciaux du pays.*

À l'origine du projet, Mohamed Fouad dresse un constat : « Aujourd'hui, la majorité des transactions commerciales aux Comores ne laissent aucune trace numérique. Tout repose sur des appels, des cahiers et des accords verbaux. Cela rend toute organisation économique très

difficile. » Avec KomoraLink, cette réalité évolue. « Chaque vente est enregistrée, chaque mouvement de stock est tracé, et chaque commande entre professionnels est documentée », explique-t-il. L'objectif est de rendre enfin visible l'activité économique réelle du pays et de permettre aux professionnels de mieux gérer leurs activités grâce à des outils simples et accessibles. La plateforme ambitionne également de lever un frein majeur à l'investissement de la diaspora.

« La distance ne doit plus être un obstacle. Aujourd'hui, quel qu'un peut investir aux Comores et suivre son commerce en temps réel

depuis l'étranger », souligne Mohamed Fouad. Depuis son téléphone, un investisseur peut contrôler ses ventes, surveiller ses stocks et analyser ses performances. « Chaque transaction est tracée, chaque action est horodatée. Le propriétaire garde un contrôle total, même à des milliers de kilomètres », précise-t-il. KomoraLink s'adresse à tous les acteurs économiques : grossistes, commerçants, restaurateurs et livreurs. « Nous avons conçu un outil qui correspond à la réalité du terrain. Un grossiste peut publier son catalogue, un boutiquier peut gérer ses ventes, un restaurateur peut suivre son activité, et un livreur peut

organiser son travail », détaille le fondateur.

Accessible sur l'ensemble du territoire Ngazidja, Ndzuani et Mwali, la plateforme se veut inclusive. Mais au-delà de la technologie, l'accompagnement humain est au cœur du projet. « Nous savons que la transition numérique peut être difficile. C'est pourquoi nos équipes vont directement sur le terrain pour former les professionnels, étape par étape », insiste-t-il. La question de la sécurité est également centrale. « Les données sont protégées et chaque utilisateur contrôle les accès à son commerce. Rien n'est laissé au hasard », affirme Mohamed Fouad, en référence

au partenariat technologique avec Kartapay, qui garantit des standards internationaux.

Soutenu par la Chambre de Commerce et d'Industrie des Comores, le projet bénéficie d'un appui institutionnel important. Pour faciliter son adoption, KomoraLink est entièrement gratuit pour les professionnels jusqu'au 31 mai 2026. « L'émergence de notre pays passe par la digitalisation de nos commerces. Nous voulons donner aux professionnels les moyens de structurer leur activité et d'augmenter leur chiffre d'affaires », conclut le fondateur.

Mohamed Ali Nasra

## 15ÈME ÉDITION FORUM ÉCONOMIQUE DES ÎLES DE L'OcéAN INDIEN :

# Moroni, capitale économique de l'Indianocéanie

*La 15e édition du Forum économique des îles de l'océan Indien (FEIOI) s'est ouverte ce lundi 27 avril à Moroni, devant plus de 400 participants venus des îles voisines et du continent. La thématique retenue porte sur le renforcement des synergies régionales comme réponse aux crises mondiales. Durant trois jours, les représentants institutionnels, les opérateurs privés, les experts et les délégations internationales débattent pour des solutions autour de cette thématique.*

Selon les organisateurs, cette édition s'articulera autour de quatre axes complémentaires : « l'agriculture durable et la sécurité alimentaire, le changement climatique et la biodiversité, l'économie et l'investissement, l'innovation et les talents. » Dans son mot de bienvenue, Chamssoudine Ahmed, président de l'UCCIA et de Cap Business Océan Indien, a insisté sur le caractère exceptionnel de cette édition : « Une édition qui n'est pas comme les autres ». Il a



évoqué les défis de la sécurité alimentaire et la nécessité de façonner une croissance durable et résiliente. Les thématiques comme l'agriculture, climat, économie et investissement sont énumérés par le président de l'UCCIA comme des promesses

dans l'émergence des entreprises locales.

La présidente de la nouvelle OPACO, Sitti Djaouharia Chihabidine a parlé de ce forum comme « moteur de croissance et de résilience nationale », insistant sur

la circulation des biens, des services et surtout des talents dans un pays où la fuite des cerveaux est une réalité quotidienne. Présent, le Chef de l'Etat, Azali Assoumani, a replacé le forum dans le contexte des tensions au Moyen-Orient, en

Europe et en Afrique, dénonçant la dérégulation du trafic mondial et les chaînes d'approvisionnement fragilisées. Il a appelé à « sécuriser nos circuits d'export-import » et à « faire confiance à nos forces indigènes », notamment l'agriculture des produits de rente.

Le FEIOI 2026 à Moroni est promu comme une vitrine de résilience et de coopération régionale. Au-delà des conférences, le FEIOI propose des rencontres B2B et des circuits thématiques (industrie, économie circulaire, tourisme, infrastructures) permettant aux participants de découvrir les expertises locales et d'identifier de nouvelles opportunités d'investissement. Encore une fois, les discours officiels ont multiplié les promesses, souvent plus raffiné : synergies, talents, financements, agriculture, climat des affaires. Mais la réalité impose à réfléchir sur les structures d'accompagnement avec des politiques claires de soutien aux producteurs et aux jeunes.

Aticki Ahmed Ismael

## FÊTE DU TRAVAIL :

# Une marche prévue ce vendredi

*La Confédération des Travailleuses et Travailleurs des Comores (CTTC) organise, ce vendredi 1er mai à Moroni, une marche allant de la place Karthala à la place de l'Indépendance, de 8h à 8h50. Sous le thème « Pour une démocratie effective et le bien-être des travailleurs », la centrale syndicale portera des revendications liées à la cherté de la vie, au SMIG, aux grévistes d'El-Maarouf et aux enseignants, ainsi qu'à la liberté d'expression, a annoncé le commissaire général chargé des relations*

internationales et du suivi des programmes.

Le thème retenu pour cette année est "pour une démocratie effective et le bien-être des travailleurs", a indiqué Salim Soulaimana de la CTTC. « L'objectif est de porter les exigences de démocratie sociale et d'amélioration des conditions de vie de tous les travailleurs comoriens », a-t-il expliqué. L'unique centrale syndicale du pays entend faire de cette journée un moment fort d'expression des attentes du monde du travail à l'échelle natio-

nale. Selon lui, le personnel de l'hôpital El-Maarouf sera mobilisé en nombre. La participation des agents de santé vise à mettre en avant les difficultés rencontrées par le secteur hospitalier et à soutenir les grévistes de l'établissement. Cette mobilisation du personnel soignant témoigne de la transversalité des revendications portées par la CTTC pour ce 1er mai.

Salim Soulaimana a souligné : « que certains thèmes seront également portés ce même jour, liés à la cherté de la vie, la question du SMIG (salaire minimum interpro-

fessionnel garanti), les cas des grévistes de la santé, El-maarouf et des enseignants, ainsi que la liberté d'expression entre autres ». Il a ajouté que la question du pouvoir d'achat, devenue prioritaire face à l'inflation, sera au cœur des messages et des slogans du cortège qui traversera le centre-ville. D'après lui, les branches de l'éducation, du commerce et du transport ont confirmé leur participation au défilé. Le commissaire général chargé des relations internationales lance un appel à l'ensemble de la population. « Nous appelons tous les travailleurs,

fonctionnaires et non fonctionnaires, les jeunes, ceux de l'économie informelle ainsi que les retraités à participer à la marche du 1er mai », a-t-il déclaré.

Pour le leader syndical, cette édition 2026 du 1er mai intervient dans un contexte marqué par les discussions sur la revalorisation salariale et les négociations sectorielles en cours. La CTTC entend ainsi porter ces dossiers auprès des pouvoirs publics et des partenaires sociaux à l'occasion de la Fête du travail.

El-Aniou Fatima

## ÉCOLOGIE :

## 2025, une année riche pour Dahari

*Grâce à des années de suivi rigoureux et à des programmes communautaires innovants, l'ONG Dahari signe une année 2025 riche en rebondissements positifs. Une espèce emblématique est reclassée, des réserves marines s'étendent, et les agriculteurs plantent massivement des arbres.*

C'est une nouvelle qui aurait presque pu passer inaperçue, mais qui vaut de l'or aux yeux des défenseurs de la nature. La roussette de Livingstone (*Pteropus livingstonii*), cette imposante chauve-souris endémique des Comores, n'est plus officiellement « en danger critique d'extinction ». En mai de cette année, il a été officiellement déclassé de la catégorie « En danger critique d'extinction » à la catégorie « En danger » par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). Cette réévaluation repose sur des données de population collectées par Dahari depuis 2013, en collaboration avec l'Université des Comores et les Parcs Nationaux, et le soutien de Bat Conservation International.

Le passage de "en danger critique" à "en danger" est le signe que les efforts de conservation portent leurs fruits. « La roussette de Livingstone est une espèce emblématique des Comores et un axe prioritaire des efforts de conservation de Dahari. Il faut préciser que ce changement de statut ne découle pas directement de nos actions de conservation, bien que celles-ci restent essentielles pour éviter un déclin de la population. C'est plutôt la découverte de nouveaux dortoirs combinée à un suivi biennuel régulier qui a permis une meilleure compréhension de la taille et de la stabilité de la population », explique Misbahou Mohamed, Co-Directeur de Dahari.

Aujourd'hui, 7 des 26 dortoirs connus de la roussette sont protégés grâce à des accords de conservation signés avec les agriculteurs locaux. Le principe est simple : en échange d'un soutien technique et financier, les paysans s'engagent à ne pas couper les arbres sur leurs parcelles. « Mon activité ne dérange pas les roussettes, et la cohabitation apporte aussi des avantages : des arbres poussent naturellement sans que je les plan-

te », témoigne Batoidine Ousseni, qui possède un dortoir près du village d'Adda. Un cercle vertueux où la roussette, en disséminant les graines, devient elle-même restauratrice de forêt.

Côté forêt, le programme phare de reboisement, lancé en 2017, poursuit son envol. À fin 2025, 340 000 arbres ont été plantés par 5 000 agriculteurs, dont 51 000 rien que sur l'année. Mais la vraie nouveauté se situe au nord de la Grande Comore. Pour la première fois, le dispositif a été déployé sur le massif de La Grille, suscitant une forte demande locale. Une pépinière a vu le jour à Ivembeni, avec la coopérative Mafagna Hazi, et 2 365 arbres y ont déjà été mis en terre. « Au moment de la distribution, les gens sont venus nombreux, très motivés, dès le matin », se réjouit Machouhouli Saïd, président de la coopérative. L'objectif pour 2026 est d'étendre l'initiative aux villages voisins de Helendjé, Batou et Dimadjou.

Le lancement de la campagne a été marqué par une cérémonie avec les autorités régionales en décembre, illustrant une dynamique prometteuse et des perspec-



tives d'extension pour les années à venir. Le défi majeur pour 2026 sera d'élargir les actions aux villages de Helendjé, Batou et Dimadjou, afin de couvrir l'ensemble des zones de la forêt de La Grille. En appui à cette expansion, une cartographie forestière et une étude hydrologique seront finalisées, menées par des experts.

Sur le volet marin, Dahari a également frappé fort. Trois nouvelles réserves permanentes ont été validées à Kowe, Maweni et Moya, portant la surface totale protégée à 105 hectares. Celle de

Vassy, créée en 2021, a été étendue de 8 à 20 hectares. Dans cette optique, les pêcheurs et pêcheuses sont aux manettes. Formés au leadership, à la collecte de données ou encore à l'analyse des prises, ils gèrent directement les réserves. À Maweni, un congélateur solaire a été installé, bénéfique à toute la communauté. Chaambati Ousseni, présidente de l'association locale, résume : « Si nous ne prenons pas soin de nos ressources, nous n'aurons plus rien à conserver. »

NAY

## RÉUNION MINISTÉRIELLE DU GROUPE DES SEPT (G7)

## La cheffe de la CNULCD appelle à accroître les investissements

*Lors de la réunion sur l'environnement du Groupe des Sept (G7), tenue à Paris du 23 au 24 avril, les ministres ont reconnu la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse comme des défis mondiaux systémiques et des multiplicateurs de risques pour la sécurité. Ils se sont engagés à renforcer l'action en matière de restauration des terres, de résilience à la sécheresse et de gestion durable des terres.*

Ces crises interdépendantes affectent déjà les écosystèmes, les moyens de subsistance ainsi que la sécurité alimentaire et hydrique, avec des répercussions croissantes sur la stabilité économique et la paix, en particulier dans les régions fragiles et touchées par les conflits. Dans leur déclaration commune, les ministres ont souligné l'importance de s'attaquer au lien entre dégradation des terres et sécurité, en mettant en évidence la manière dont les pressions environnementales intensifient la compétition pour les ressources, contribuent aux déplacements de populations et accentuent les risques d'instabilité.

La dégradation des terres affecte une part importante des

terres à l'échelle mondiale, jusqu'à 40% et engendre des pertes estimées à 900 milliards de dollars par an, avec des effets en cascade sur les systèmes alimentaires, la disponibilité de l'eau, les économies et les moyens de subsistance. Saluant la déclaration, la Secrétaire exécutive de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), Yasmine Fouad, a déclaré que cette reconnaissance

devait désormais se traduire en actions concrètes. « La dégradation des terres et la sécheresse ne sont plus des enjeux marginaux. Elles façonnent déjà le quotidien de millions de personnes, influençant ce qu'elles peuvent cultiver, ce qu'elles peuvent manger et leur capacité à rester sur leurs terres », a déclaré Mme Fouad. « Restaurer les terres est donc un investissement dans la paix, la résilience et la stabilité à long

terme. Il est désormais essentiel d'aligner l'attention politique sur les financements et les partenariats nécessaires pour obtenir des résultats. »

L'ampleur du défi souligne l'urgence d'agir. On estime que 3,2 milliards de personnes vivent déjà dans des zones touchées par la dégradation des terres, ce qui accentue la pression sur les systèmes alimentaires, les moyens de subsistance et la stabilité sociale.

Les efforts visant à mobiliser davantage d'investissements publics et privés en faveur de la nature et des écosystèmes s'inscrivent dans le cadre de la déclaration, qui réaffirme le rôle central de la CNULCD dans la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse à l'échelle mondiale, et identifie la 17e session de la Conférence des Parties (COP17) à la CNULCD, qui se tiendra en Mongolie en août 2026, comme une occasion clé de produire des résultats concrets.

Mme Fouad a souligné que la COP17 devra désormais permettre des avancées tangibles en matière de restauration des terres et de résilience à la sécheresse. Pour rappel, la CNULCD incarne la vision et la voix mondiales pour les terres. Elle rassemble les gouvernements, les scientifiques, les décideurs politiques, le secteur privé et les communautés autour d'une vision commune et d'une action mondiale visant à restaurer et à gérer les terres de la planète pour la durabilité de l'humanité et de la planète. C'est un traité international signé par 197 Parties.

Mmagaza



## PÉTANQUE ZONE 4 :

## Pas de participation pour les boulistes comoriens

C'est ce qu'on appelle un rendez-vous manqué, et cela devient presque une habitude pour la pétanque comorienne. Après un bon championnat d'Afrique en Mauritanie, où les boulistes comoriens ont particulièrement brillé, avec une qualification pour la coupe du monde, ils sont contraints faute de moyens de déclarer forfait pour le championnat de la zone 4, qui se déroule du 27 avril au 02 mai à l'île Maurice. Une déception, imagine-t-on du côté des athlètes, qui avaient pris cette compétition comme un avant-goût pour les prochaines échéances continentales, et mondiales.

Considérés comme l'antichambre des grandes compétitions les championnats zonaux prennent de plus en plus de l'ampleur au niveau du continent africain. « Dans le cadre de sa stra-

tégie de structuration et de développement du sport de pétanque à l'échelle continentale, la Confédération Africaine de Sport de Pétanque (CASP) accorde une importance particulière à l'organisation de championnats zonaux, considérés comme un levier essentiel de détection, de compétitivité et de cohésion régionale », rapporte Le Bouliste, une revue marocaine spécialisée. Qu'à cela ne tienne, et malgré la bonne volonté des uns et des autres, l'équipe comorienne ne fera pas le voyage à Port-Louis, au grand dam du président de l'antenne de Ngazidja, Dr Nizar, qui était pressenti pour être le chef de délégation. « Malgré les efforts fournis, nous sommes contraints de déclarer forfait, faute de billets ». Et ce dernier de continuer : « Contrairement aux autres disciplines nous n'avons que deux rendez-vous avant, les jeux des îles, ce championnat zonal et le championnat du monde en

Thaïlande. Malheureusement, on vient de rater le premier rendez-vous, à un moment où on devait se mesurer avec nos confrères de l'océan indien. »

A en croire Dr Nizar « la Fédération avait beaucoup de contraintes notamment le regroupement des athlètes venus des autres îles. Avec un budget total de neuf millions, nous avons pu honorer notre part, qui était donc d'assurer le regroupement ici à Moroni. Malheureusement, à la sortie du ministère des sports, le dossier est bloqué au niveau ministère des finances, qui n'a pas pu débloquer les fonds pour nous permettre d'effectuer le voyage. » Une énorme déception pour cette fédération, qui est l'une des rares qui revient toujours avec des médailles à chaque fois qu'elle est de sortie. Déception qui traduit une certaine absence d'orientation de la part des autorités compétentes, sur les vrais objectifs



que le pays veut atteindre en matière de performance sportive.

C'est d'autant plus flagrant que ce championnat prévu à Maurice était une occasion unique pour les boulistes comoriens de se mesurer avec les autres nations, qui viendront aux jeux de 2027. « Nous avons raté notre répétition générale avant les jeux de 2027, il nous reste maintenant les championnats du monde. Aujourd'hui, nous avons commencé à avoir beaucoup de méfiance par rapport aux prochai-

nes échéances, car sans nous vanter la pétanque et l'une des disciplines phares aux Jeux, en termes d'apport de médailles » conclut Dr Nizar. Dans cet océan de désolation, les dirigeants de la pétanque comorienne, ont tout de même tenu à saluer les efforts du Comité Olympique comorien, qui s'est énormément investi malgré l'absence de moyens, mais aussi le sponsor officiel de la fédération, la maison " Que des Marques ".

Imtiyaz

## FÊTE DES SCIENCES À FOMBONI

## La jeunesse comorienne à l'heure de l'innovation



Lancée au lycée public de Fomboni par le ministre de l'Éducation nationale, la Fête des sciences met en lumière l'importance des disciplines scientifiques dans la formation des jeunes et le développement du pays.

Le lycée public de Fomboni a accueilli, dans une atmosphère solennelle et dynamique, la Fête des sciences,

présidé par le ministre de l'Éducation nationale, Bacar Mvoulana. La cérémonie s'est tenue en présence du représentant de la gouverneure de Mwali, des autorités éducatives, des enseignants et de nombreux élèves, après plusieurs activités sportives et éducatives organisées en amont. La manifestation a mobilisé un large éventail d'établissements, du primaire au secondaire, témoignant de l'engagement collectif du système éducatif en faveur de la promotion de la culture scientifique. Plusieurs écoles y ont ainsi pris part, illustrant l'intérêt croissant des élèves pour les disciplines scientifiques.

Portée par le ministère de l'Éducation nationale en partenariat avec l'Agence française de développement (AFD), à travers le programme « Bundo la Malezi », cette initiative s'inscrit dans une dynamique nationale visant à renforcer l'attractivité des filières scientifiques. Elle ambitionne de stimuler la curiosité intellectuelle, développer l'esprit critique et encourager l'innovation chez les jeunes apprenants. Dans son allocution, le ministre Bacar Mvoulana a rappelé le rôle stratégique des sciences dans le développement du pays. Selon lui, la maîtrise de ces disciplines constitue un levier essentiel pour relever les défis contemporains, notamment en matière d'environnement, de santé, de technologies et de développement durable. Il a également exhorté les élèves à s'investir pleinement dans leurs études, soulignant que l'école demeure le socle de formation

des futurs cadres de la nation.

De son côté, le coordinateur du programme Bundo la Malezi, Bourhani Nourdine, a insisté sur la nécessité de rendre les sciences plus concrètes et accessibles. Il a souligné que le programme vise à rapprocher les savoirs scientifiques du quotidien des élèves, afin de transformer leur apprentissage en une expérience vivante et motivante. Le programme de cette édition était riche et varié : expositions, démonstrations expérimentales, ateliers interactifs et échanges entre élèves et encadreurs ont rythmé la journée. Une compétition inter-établissements, organisée en amont au profit des écoles primaires bénéficiaires du programme, a vu l'école primaire publique de Salamani s'imposer.

Les activités se sont poursuivies avec une conférence-débat autour du thème « Les énergies renouvelables au service des îles », mettant en exergue les enjeux de la transition énergétique dans les territoires insulaires. La journée s'est achevée par la finale des jeux scientifiques et littéraires, offrant aux élèves l'occasion de démontrer leurs connaissances et leur créativité dans une ambiance conviviale. À travers cette célébration, le lycée de Fomboni s'affirme comme un pôle de promotion de la culture scientifique, essentiel pour bâtir une jeunesse comorienne innovante, compétitive et tournée vers l'avenir. Après Mwali, la Fête des sciences se poursuivra à Anjouan avant de s'achever à Ngazidja.

Riwad



DIRECTION NATIONALE DES STRATÉGIES AGRICOLES ET DE L'ÉLEVAGE

PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP\_KM, P177816), DON IDA E1830-KM /TF0C1418-KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

AVIS D'APPEL À CANDIDATURE

Objet : Recrutement de Consultants Individuels

Le Gouvernement de l'Union des Comores, à travers le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Artisanat, a reçu des Fonds Fiduciaires de Préparation de Projet (GFPP) de la Banque Mondiale pour la préparation du projet Compétences multisectorielles pour l'emploi et la transformation économique aux Comores (P512649).

La Coordination Nationale du Projet FSRP-KM lance un appel à manifestation d'intérêts pour le recrutement de consultants individuels afin d'appuyer techniquement et opérationnellement l'UGP FSRP-KM dans la préparation du projet (P512649).

Missions des consultants individuels

1. Réaliser une étude diagnostique sur la diaspora comorienne — détection et cartographie des compétences et des talents.

2. Mener des études d'identification et de faisabilité technico-économique pour les compétences dans les chaînes de valeur : Agri-Business, Tourisme, Économie bleue et verte.

3. Conduire une étude de diagnostic et de priorisation des chaînes de valeur du secteur agro-industriel en Union des Comores.

4. Évaluer institutionnellement, opérationnellement et financièrement la Société de Garantie des Comores (SOGAK).

5. Réaliser une revue fonctionnelle des Ministères de tutelle.

6. Rédiger, en tant que

consultant international, la nouvelle loi bancaire de l'Union des Comores.

Modalités de candidature

• Les Termes de Référence des ces différentes missions sont disponibles sur le site internet : <https://fsrp-km.org/appele-doffre/>

• La date limite de soumission des dossiers est fixée au **13 mai 2026 à 14h00**.

• Les candidatures doivent être envoyées :

\* Par email à : [projetgfpp@gmail.com](mailto:projetgfpp@gmail.com)

\* Ou déposées physiquement au siège du FSRP-KM, sis au Ministère de l'Agriculture à Mdé – Ex Cefader.

Lancé le 29 Avril 2026

UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

\*\*\*\*\*

MINISTÈRE DES FINANCES DU  
BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

SECRETARIAT GENERAL



## Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire

### Projet d'Appui au Système d'Information de la Gouvernance Financière

#### Avis d'appel à candidatures pour le recrutement d'un assistant en passation des Marchés

##### 1. Contexte

Le projet d'appui au système d'information de la gouvernance financière (PAGF-SI) vise à consolider durablement le système d'information du ministère des Finances comorien pour que celui-ci dispose d'un SI adapté à la mise en œuvre d'une gestion des finances publiques efficace, transparente et évoluant vers les meilleures pratiques internationales. L'objectif spécifique du PAGF-SI est de mettre en œuvre le Plan de Consolidation du SI (PCSI) et d'accompagner le changement nécessaire à un SI fonctionnel pérenne. Le projet comprend 7 sous-objectifs :

- Sous-objectif 1 : Mettre en place/opérationnaliser des infrastructures résilientes, performantes et sécurisées pour la digitalisation complète du MFBSB
- Sous-objectif 2 : Renouveler le matériel informatique des utilisateurs
- Sous-objectif 3 : Réhabiliter et mettre à jour les services numériques et les interfaçages
- Sous-objectif 4 : Mettre à jour certains outils métiers de la GFP
- Sous-objectif 5 : Améliorer la compétence numérique et gérer le changement
- Sous-objectif 6 : Définir, valider et initier la mise en œuvre d'une stratégie de pérennisation du SI
- Sous-objectif 7 : Accompagner la maîtrise d'ouvrage dans le pilotage et la gestion technique et financière du projet

Le projet PAGF-SI est porté et mis en œuvre par le MFBSB et bénéficie d'un financement de 10 M€ de la part de l'Agence Française de Développement. La durée du projet est de 48 mois.

La maîtrise d'ouvrage du financement est assurée par le ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire au sein duquel une Direction des Systèmes d'Information (DSI) a été créée, à laquelle l'Unité de gestion de projet est rattachée. La maîtrise d'ouvrage sera accompagnée par une assistance technique à maîtrise d'ouvrage (ATMO) spécialisée.

L'UGP est responsable de (i) la coordination générale de la mise en œuvre du projet ; (ii) de la gestion administrative et financière ; (iii) du suivi et l'évaluation ; (iv) de la passation des marchés.

Le présent avis d'appel à candidatures a pour objet de recruter un assistant en Passation des Marchés (APM), qui viendra en appui à l'UGP PAGF-SI pendant une durée d'un an sur la mise en œuvre des activités du projet.

**Les critères de sélection considérés sont notamment les suivants :**

- \* Posséder une formation supérieure (au moins Bac+3) de

préférence dans les branches liées en gestion, droit ou administration public ou tout autre qualification jugée équivalente.

- \* Avoir une expérience professionnelle de deux ans assortis d'une bonne connaissance des procédures de passation des marchés et de plan d'acquisition et d'être prêt à apprendre des procédures de passation des marchés de bailleurs.

- \* Être disponible à une occupation à temps complet ; et
- \* Avoir occupé un poste similaire sera un atout.
- \* Avoir une bonne capacité rédactionnelle en français.
- \* La connaissance de l'anglais serait un avantage.
- \* Avoir une connaissance pratique des logiciels informatiques les plus usuels (traitement de texte et tableur, base de données, courriel).

**Les termes de référence complets de ce poste sont à retirer au Projet d'Appui aux Systèmes, en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous :**

2. [kawamih.m@pagfsi-km.com](mailto:kawamih.m@pagfsi-km.com) , [mtitifakri.d@pagfsi-km.com](mailto:mtitifakri.d@pagfsi-km.com)

##### 3. Dossier de candidature

Les candidats intéressés devront soumettre un dossier de candidature en langue française comprenant :

- Une lettre de motivation qui démontre clairement les liens entre les exigences du poste et l'expérience du/de la candidat(e) (maximum 2 pages) ;
- Un curriculum vitae (CV) détaillé ;
- Une copie certifiée de tous les diplômes et des attestations mentionnées dans le curriculum vitae (CV) ;
- Les attestations de service ou preuves attestant de l'expérience professionnelle du candidat ;
- Coordonnées de trois (3) personnes de référence (nom, prénom, titre, structure, téléphone, courriel).

##### 4. Délai et lieu de dépôt des candidatures

Le dossier de candidature complet devra être adressé au Coordonnateur du projet PAGF-SI, et déposé à l'adresse ci-dessous :

**Projet d'Appui au Système d'Information de la Gouvernance Financière, Ministère des Finances, du Budget et du Secteur Bancaire**

Bâtiment face du Stade Ajao et du Palais de Justice de Moroni  
Moroni - Union des Comores

La date limite de dépôt du dossier est **fixée au 12 Mai 2026 à 13 heures 00.**